



Ajaccio : pour qui l'écharpe ?



André Vallini
«Une révolution silencieuse»

La Grande Finale

du Concours de la Meilleure Baguette de CORSE



Corse-Du-Sud

Cédric Dumont

U Furnarellu
Ajaccio

Farine I Mulinaghji Corsi

Haute-Corse

Yvon Péron

Les Portes de la Balagne
Pietralba

Farine Moulins Soufflet



CFA de Furiani

Mercredi 28 Janvier 2015

REMISE DES PRIX à 18h
ET COCKTAIL A PARTIR DE 18h30

ORGANISÉ PAR



BASTIA



In memoria di Jean Aubreton

S'hè spintu cum'ellu hà campatu : in a discrezione è l'umiltà. Professore d'educazione fisica è spurtiva, Jean Aubreton hà fattu a maiò parte di a so carriera à u Collegiu Philippe Pescetti di Cervioni. Passiunatu da u so misteriu, hè diventatu à u filu di l'anni una referenza in Corsica è aldilà, trattendu, in particolare, di volley-ball, hand-ball è atletisimu. Perchè u so impègnu ùn si limitava à u solu rollu d'insignante. Si dava di rimenu ancu ind'u quadru di l'attività UNSS è di u settore associativu. Iè, era dinù un veru intrènore, un «coach» di prima trinca chì accompagnava i ghjovani versu u spannamentu è a rivelazione di sè. Li tenia à core di trasmette u so amore sputicu per u «sport», tutte e so ricchezze è i valori chì ne sò u fundamentu. U rispettu di l'altu, u sensu di u sforzu, a vulintà di supranassi, a determinazione... Cù i so cunsigli s'amparava à sapè esse è à sapè fà. Aghju avutu a fortuna di fà qualchi passu à fiancu à Jean Aubreton, più di dece anni fà, per mezu di a mo mamma chì l'avia avutu cum'è professore in Cervioni. Tandù, u m'avia presentatu chì l'altletisimu era un «sport» chì mi garbava assai. Jean Aubreton venia di piglià a so ritirata ma continuava a so andatura à prò di a furmazione di a ghjuventù : prima à

l'ASPV, dopu à l'AJB. Hè cusi ch'aghju seguitatu i so intrinamenti. Mi n'arricordu torna oghje di l'intensità di i so esercizi, di a qualità di i so insegnamenti è di u so sguardu turchinu chì certe volte ne dicia più chè a so bocca. Ci era una serietà chì sapia fà piazza à e risate. Stéphanie, Elodie, Marie-Pierre, Remy, Majid è tutti l'altri - ne sò sicuru- si n'avvenraranu quant'è mè. Tante belle stonde ch'emu possutu sparte cù Jean Aubreton, da corre sempre più in furia, da saltà sempre più altu, da lancià sempre più luntanu, ind'i stadii di qui è d'altrò. Emu possutu scuntrà è scopre sta personalità unica di a vita spurtiva isulana. A so opera ùn hè stata vana. Lascia daretu à ellu parechje generazioni di spurtivi è parechje prove maestre. Di tantu in tantu, u vediu in cità ; in Bastia 'duv'ellu stava. Mi prupunia di ripiglià u chjassu di l'intrenamentu, mi dicia dinù ch'ellu andava sempre à corre nantu à a rena è à nutà. Cù Jean Aubreton, ognunu averà fattu progressi tamanti nantu à u pianu persunale è cullettivu. Ci mancherà assai. U tenerem u mente è in core. Facciu e mo parte addulurate à a so famiglia, à a so surella è quelli chì u tenianu caru. Ch'ellu riposi in pace...



da Roland Frias

Retrouvez toutes
les annonces **légal**
es parues dans
la presse depuis le
1er janvier 2010

>Plus de **3 millions** d'annonces<

Actulegales.fr
La référence des annonces légales d'entreprises

Association de la presse pour la transparence économique (APTE) avec le concours d' **Infolegale**

A Corsica in Parigi

KALLISTE, FASCINANT MAGAZINE

Pour nous, les Corses, qui avons quitté notre île pour travailler et vivre à Paris, à Marseille, à Londres, à Abidjan, rien n'est plus agréable que de feuilleter et lire tout ce qui se rapporte à la Corse. Nous cherchons à retrouver, au fil des pages, les images d'une terre à laquelle nous sommes viscéralement attachés.

J'ai là, sous les yeux, la dernière livraison de Kalliste, hiver 2014-2015, N° 30. Fascinant magazine qui ne sort que deux fois par an, Kalliste, au travers de pages d'une beauté rare, admirablement mises en scène, avec des textes d'une très grande pureté, parvient à nous restituer l'âme de la Corse, celle des lieux, mais aussi celles des femmes et des hommes dont les gestes et les activités gardent en mémoire toutes les traditions, mais dessinent aussi la Corse d'aujourd'hui, comme celle de demain.

Dans ce numéro 30, en parcourant les pages, je découvre au travers des photos sublimes, nos villages en décembre, une table dressée «sous les salicées et les figatelli qui séchent» ; je voyage au travers de deux magnifiques collections de marines ; je sens le cœur de Bastia qui bat la nuit ; je découvre Pascal Giacomini, l'artisan qui crée des sacs à main à Urtaca ; j'accompagne dans le Niolu Jean-Paul Geronimi ; je lis le roman noir

d'Antoine Albertini, «La Femme sans tête» ; j'entends chanter la Corse avec le groupe Diana di l'Alba ; je redécouvre Pierre Dionisi, peintre et sculpteur corse, son admirable tableau de 1924, «Vieille femme corse» ; je me nourris des recettes de la soupe et du flan corses, des «frappe», etc.

Inépuisable magazine, d'une qualité rare. Je veux saluer, ici, le travail de Dominique Geronimi, la directrice de la rédaction.

J'étais à Abidjan, lorsque j'ai lu votre numéro 29, «La Corse au cœur». Je suis à Paris, alors que je parcours votre n° 30, «Fascinant Corse». Je n'ai pas besoin de rêver de la Corse, Madame, il me suffit de lire Kalliste, votre fascinant magazine, pour être transporté chez moi, dans le Fium'orbu, mais aussi sur les rives de l'étang de Biguglia ou au milieu des créations de l'architecte Francesco Poli-Mordiconi.

Madame, vous m'offrez, à chaque numéro de Kalliste, un pur moment de bonheur et de poésie, entre tradition et modernité. Madame, je vous remercie pour l'admirable travail que vous faites.

Christian Gambotti
icn-cgambotti@orange.fr

André Vallini

La réforme territoriale ? «Une révolution silencieuse»

Dans le cadre de l'opération Le Mois des Hebdo, quatre journalistes de la presse hebdomadaire régionale ont pu rencontrer André Vallini, secrétaire d'Etat à la Réforme territoriale. La nouvelle carte des 13 régions est votée et sera effective en 2016. Les métropoles sont en place depuis le 1^{er} janvier 2015. La troisième partie de la réforme est en cours. André Vallini se dit un politique heureux de la mission qui lui incombe de mener à bien la réforme administrative territoriale de la France.



Un travail qui, pris dans sa globalité fait consensus de gauche à droite- «Il faut réformer !» disent les partis politiques à l'unisson- mais qui suscite bien des débats dès que l'on passe à la table du législateur (plus de 1000 amendements examinés jusqu'au 27 janvier au Sénat, -ensuite ce sera le tour de l'Assemblée nationale).

Par opposition politique et partisane (externe ou interne à la majorité nationale) ou par désaccord pragmatique, le texte de la Réforme voté et appliqué, ne sera pas tout à fait le même que celui que présente le gouvernement par la voix de son secrétaire d'Etat. «Je suis passionné d'histoire et de géographie et je sillonne les provinces de France pour expliquer la réforme en cours : vous imaginez comme je suis heureux de mener ce travail...»

Comment faire passer la nécessité de cette Réforme auprès du grand public dont la priorité est avant tout l'emploi ?

Il y a trois objectifs majeurs à cette réforme. Le premier, c'est la clarification des compétences. La simplification du paysage administratif territorial est nécessaire pour rendre les choses plus lisibles pour les citoyens qui doivent savoir qui fait quoi et à quoi servent les impôts qu'ils paient. Plus de clarté pour les élus locaux aussi, qui sont de plus en plus nombreux, dans les petites communes notamment, à dire qu'ils ne s'y retrouvent plus dans cet enchevêtrement de compétences.

La simplification du paysage administratif territorial

En effet depuis 25 ans et la décentralisation des lois Mauroy-Defferre, on a ajouté des structures, multiplié des organismes, empilé des échelons, et même créé des doublons. Le temps est vraiment venu de clarifier l'organisation territoriale de la République.

Deuxième objectif majeur, la compétitivité des territoires avec de grandes régions, pas seulement par leur taille, mais aussi et surtout grâce à leurs compétences. Certes on s'intéresse beaucoup aux contours des régions mais ce qui compte davantage encore, ce sont les compétences et notamment le leadership qu'elles vont avoir dans le domaine économique, pour renforcer l'attractivité de la France et devenir des vrais moteurs de croissance.

Ne va-t-il pas se poser un problème de leadership entre les régions et les métropoles ?

Moi je fais confiance aux élus qui ont le sens de l'intérêt général et qui sauront tirer ensemble le meilleur parti de leurs compétences économiques. Le troisième objectif de la réforme, c'est de rendre les services publics locaux plus efficaces dans la vie quotidienne et cela passe par la montée en puissance de l'intercommunalité.

Quid de la présence de l'Etat dans les zones rurales ?

La réforme de la présence de l'Etat sur les territoires va se faire en même temps que la réforme territoriale. Le ministre de l'Intérieur Bernard Cazeneuve est en train de faire travailler ses équipes en lien avec Thierry Mandon, secrétaire d'Etat à la Réforme de l'Etat, sur une réorganisation de la présence de l'Etat sur les territoires, et donc du rôle des préfetures et des sous-préfetures.

Quid de l'avenir des départements ?

Si vous reprenez la déclaration de politique générale du Premier Ministre à l'Assemblée nationale en avril 2014, il a dit : «La question se pose de l'avenir des conseils généraux, nous avons 6 ans pour y réfléchir (2015-2021). Pour ma part, a ajouté Manuel Valls, je suis favorable à leur suppression.» Certains ont alors dit : «Supprimons les rapidement, ce sera plus clair et plus simple.»

Le Président de la République a donc consulté toutes les forces politiques pour vérifier qu'il y aurait un consensus permettant de rassembler la majorité des 3/5 au congrès du Parlement à Versailles, majorité nécessaire pour modifier

l'article 72 de la Constitution qui prévoit l'existence des conseils généraux.

Et on pouvait penser qu'il y aurait ce consensus, puisque les déclarations publiques des leaders de l'UMP comme Alain Juppé, François Fillon, Valérie Pécresse, Jean-François Copé ou Xavier Bertrand, vont toutes dans le même sens, celui de la suppression des conseils généraux. Mais en définitive, la politique politicienne a repris le dessus et le Président de la République a fait le constat que l'UMP allait faire défaut au moment du vote, contrairement à ses déclarations.

Faut-il supprimer la clause de compétence générale ?

Nous pensons que l'avènement d'un système idéal où chaque niveau de collectivités aurait ses compétences spécifiques prendra du temps. En attendant, nous proposons de supprimer la clause de compétence générale pour les Régions et les Départements: c'est en effet parce que toutes les collectivités pouvaient s'occuper de toutes les compétences qu'on a abouti à cet enchevêtrement coûteux et illisible. Donc pour faire simple, le développement économique, ce sera la Région, la solidarité, ce sera le Département, et la vie quotidienne, ce sera le bloc communal.

Va-t-on finir par supprimer les syndicats mixtes et intercommunaux ?

Il est prévu dans notre texte que les préfets soient à nouveau mobilisés sur la suppression des syndicats intercommunaux quand leurs compétences peuvent être confiées aux intercommunalités.

Il faut savoir qu'il y a encore 13 400 syndicats intercommunaux en France, alors que la loi de 2010, suite au travail du comité Balladur avait prévu leur absorption par les intercommunalités mais les préfets expliquent qu'ils n'ont pas eu le temps de tout faire, et qu'ils se sont concentrés sur l'agrandissement des intercommunalités.

Alors sur 13 400 syndicats, 5 800 sont encore inclus dans le périmètre d'une seule intercommunalité. Le budget global de ces syndicats est de 17 milliards d'euros par an, sur ces 17 milliards, 9 milliards sont du fonctionnement et 8 de l'investissement. Certes ces chiffres s'expliquent car la plupart sont des syndicats d'eau, de collecte des déchets, d'assainisse-



ment, mais je pense qu'en fusionnant les syndicats et les communautés de communes et d'agglomérations, là où c'est possible, on fera des économies budgétaires et on rationalisera la dépense publique.

On cherche à éviter des doublons, pour faire des économies mais comment et combien ?

Il n'y aura pas de suppressions d'emplois et les personnels concernés changeront d'employeurs, c'est tout. Il y aura certainement des mutations géographiques de quelques cadres vers les régions, mais dans leur immense majorité, les personnels demeureront dans leur emploi.

Cependant, on cherche à éviter des doublons, vous avez dit que si l'on maîtrise l'embauche de personnels, on parviendra à des économies de plusieurs milliards d'euros à moyen et long termes ?

Les fonctionnaires territoriaux sont 1 890 000 et leurs effectifs ont augmenté de 38% depuis 1998 dont 10% dus aux transferts de compétences de l'Etat vers les collectivités locales et 28% hors transfert de compétences. Sur les 6 dernières années, la hausse moyenne des effectifs de la FPT (fonction publique territoriale) est de 1,6% par an et si les élus ont embauché, c'est parce que les services publics locaux se sont beaucoup développés à la demande des habitants, ne l'oublions jamais. Si l'on parvient dans les prochaines années, à stabiliser le

nombre des fonctionnaires territoriaux, on peut économiser 1,2 milliards par an, soit 6 milliards en 5 ans.

En cas de désaccord sur la capitale régionale, qui tranchera ?

La préfecture de région sera fixée par décret en Conseil d'Etat, après une concertation approfondie. On ne décidera rien sans avoir consulté tous les élus concernés. Il faut en outre distinguer la préfecture de région et le lieu où sera installé le siège de l'assemblée régionale.

Et sur le nom des régions ?

En attendant que chaque nouvelle assemblée régionale élue en décembre 2015 se prononce, on accole le nom des régions, par ordre alphabétique, comme Auvergne/Rhône-Alpes par exemple. Ensuite, le nom des futures régions sera décidé par l'Etat après consultation des futurs Conseils régionaux.

Quant aux identités régionales qui sont en réalité des identités provinciales, au sens de l'Ancien Régime, elles ne sont en aucune manière menacées par une réforme administrative qui est guidée par le seul souci de l'efficacité. Nous ne cherchons ni à les supprimer, ni à en forger de nouvelles : elles ont traversé la Révolution, la Restauration, deux Empires, et cinq Républiques, elles survivront encore, soyons-en certains, à notre réforme administrative.

Y aura-t-il une nouvelle décentralisation de compétences de l'Etat vers les Régions ?

C'est une loi de clarification des compétences, de renforcement économique des régions et d'amélioration du service public local. Ce n'est donc pas à proprement parler une loi de décentralisation, mais des amendements sur des transferts de compétences de l'Etat, sont actuellement débattus lors de la discussion parlementaire.

■ Entretien réalisé par Eric Séveyrat (L'Essor), avec Léa Charron (Echo d'Île de France), François Gillot (La Manche libre), Fabien Massin (Publihebdos).



Laurent Marcangeli

«Nous continuons d'incarner le renouveau pour Ajaccio»

Laurent Marcangeli est candidat à sa propre succession après avoir démissionné de son fauteuil de maire d'Ajaccio le 24 octobre dernier. Avec une liste quasiment inchangée, le député de la Corse-du-Sud considère qu'il n'est pas possible de dresser un bilan après seulement sept mois consacrés à la gestion de la Maison Carrée.



Selon lui, un grand rassemblement s'est déjà opéré au sein de toute la famille libérale à Ajaccio, et même au-delà. L'objectif est donc de gagner avec les 48 colistiers présents sur sa liste du premier tour. Toutefois, le député laisse la porte ouverte en vue de discussions à venir. Mais ces ententes potentielles ne pourraient se conclure que sur la base d'un projet pour la ville. La réalisation d'un nouveau PLU figure parmi les projets à réaliser en urgence pour Ajaccio.

Laurent Marcangeli, avant toutes choses, quelle est votre réaction suite aux événements que nous venons de vivre à Paris avec ces attentats sanglants ?

Je suis habité par un sentiment d'effroi. Lorsqu'on prend conscience de ce qui s'est passé à Paris, nous ne pouvons être que dans une forme d'effroi. Comment peut-on imaginer que des gens ont été tués parce qu'ils faisaient des dessins ? Parce qu'ils avaient une manière de concevoir l'information ? C'était une culture qui leur appartenait. Je pense à Cabu ou à Wolinski qui sont des gens qui ont marqué leur époque. Au-delà de cela, il y a une atteinte intolérable aux principes de liberté : liberté d'expression, liberté de la presse, liberté de déranger. Tout cela pour quoi ? Au nom de quoi ? J'ai des convictions religieuses mais je n'en fait pas état sur la place publique. Mais rien ne justifie un tel déchaînement de violence, de haine et de cruauté. Partout dans le monde, des gens tuent pour des idées et des croyances.

«Le renouveau, cela ne peut être que nous»

C'est de l'obscurantisme, c'est le déni de l'humanité et contraire à nos principes fondamentaux.

Nous sommes à quelques jours des élections municipales à Ajaccio. Vous pensez que vous pouvez toujours incarner le renouveau, après avoir été maire pendant sept mois ?

Le renouveau, cela ne peut être que nous. J'ai pendant 209 jours occupé la fonction de maire d'Ajaccio. C'est très court. Surtout que sur ces 209 jours, nous nous sommes trouvés face à des difficultés que nous connaissions, mais aussi que nous avons découvertes en prenant nos fonctions. Je ne pense pas que nous puissions porter un jugement sur une période aussi courte. J'aimerais que l'on puisse me juger à la fin d'un mandat. Il sera alors temps de dire ce que j'ai pu faire, en mal et en bien.

En mars dernier, votre liste est restée inchangée entre les deux tours. Ce sera encore le cas pour ce scrutin ?

Il est trop tôt pour pouvoir en parler. Je pense que nous avons déjà opéré un grand rassemblement. Notre liste demeure quasiment inchangée. Elle a les mêmes idées et les mêmes valeurs, mais nous avons été chercher deux personnes qui avaient conduit une liste en mars

dernier. Il s'agit de monsieur Filoni et de monsieur Billard.

Nous avons souhaité le faire car nous avons pour vocation à rassembler les Ajacciens, d'où qu'ils viennent et quelles que soient leurs convictions. Donc, au-delà de notre famille qui est celle de la droite et du centre. On verra bien ce qui va se passer au premier tour. Mais c'est surtout sur la base d'un projet que cela se fera, si demain il devait y avoir un élargissement de notre équipe. Cela se fera aussi sur la base de l'éthique et de la morale. Il y a des choses que je ne veux plus entendre et que je ne veux plus voir à Ajaccio. Nous avons mené une campagne sereine, dynamique, mais aussi respectueuse des uns et des autres. Nous ne sommes pas rentrés dans les débats boueux vers lesquels on a voulu nous entraîner. C'est ma conception de la vie politique.

Vous laissez donc une porte entrouverte...

Si demain il doit y avoir des ententes et des discussions, cela se fera sur la base d'un projet. J'ai des convictions pour la ville et une vision pour Ajaccio. Il faudra que celles et ceux qui veulent nous rejoindre les partagent. De notre côté, il faudra que nous partagions avec eux un nombre de points de vue comparables et partagés. Je ne laisse donc pas la porte fermée, mais je ne vous cache pas que j'ai un souhait



qui est celui de gagner cette élection avec les 48 personnes qui m'accompagnent lors du premier tour.

Vous parlez de projets qui pourraient coïncider - ou tout au moins se rapprocher des vôtres. A qui pensez-vous exactement ?

Je pourrais prendre la question sous un autre angle et parler plutôt de ceux qui ne peuvent pas nous rejoindre de façon claire. Le Front National ferme la porte puisqu'il renvoie à dos la gauche et la droite. Corsica Libera a laissé entendre qu'elle ne souhaitait pas imaginer une entente avec nous. J'en prends acte. Et bien entendu, il est inimaginable qu'une quelconque entente puisse exister entre la liste de gauche de l'ancien maire d'Ajaccio et la nôtre.

L'annulation du PLU s'est invitée dans cette campagne. Vous avez parlé de catastrophe pour la ville. C'est toujours votre avis ?

C'est une très mauvaise nouvelle pour la ville d'Ajaccio. Nous savons que la ville d'Ajaccio doit avoir un PLU depuis 2001. C'est la date du vote de la loi SRU qui a organisé ce type de document par l'ancien gouvernement de Lionel Jospin. L'équipe municipale qui a été élue en 2001 savait qu'il allait être de sa responsabilité de mettre en place ce document d'organisation et d'aménagement du territoire.

Cela n'a pas été fait lors du mandat de 2001-2008 et cela a été fait sur le deuxième, en fin de mandat. C'est-à-dire en 2013, soit un an avant les élections municipales. Aujourd'hui, ce document a été annulé parce que le tribunal administratif a noté qu'il y avait eu un défaut dans la concertation avec les citoyens de la ville. En plus de cela, cerise sur le gâteau, ce que nous dénonçons dans l'opposition a été retenu par le tribunal administratif à savoir que les conseillers municipaux et notamment ceux de l'opposition, n'ont pas été correctement informés d'un certain nombre de documents. C'est regrettable car nous avons perdu de nombreuses années.

Que faire à présent pour régler ce problème sans perdre trop de temps encore une fois ?

Nous pouvons par exemple tenter le coup d'un sursis à statuer et dans la foulée préparer un nouveau PLU sur une quinzaine de mois pour

faire en sorte que la ville puisse être dotée dans les meilleures conditions d'un document d'aménagement du territoire digne de ce nom. C'est ce à quoi nous nous sommes engagés. Nous ne ferons pas appel de l'annulation parce qu'il serait illusoire de faire croire aux Ajacciens que la cour administrative d'appel de Marseille donnera tort au Tribunal Administratif de Bastia. Il faut donc considérer aujourd'hui que ce plan, tel qu'il avait été décidé en 2013, ne verra pas le jour et ne sera pas appliqué. Il appartient maintenant à la prochaine municipalité d'en réaliser un nouveau.

En politique régionale, nous savons que l'assemblée de Corse a adopté en 2014 le fameux Padduc. C'est un mauvais document selon vous ?

Je ne serais pas aussi violent car j'aime bien être nuancé dans mes propos et je ne voudrais pas insulter un travail pour un document aussi important que celui-ci. Ce ne serait pas très responsable de ma part. Je pense qu'il y a de très bonnes choses dans ce Padduc et il y a certainement des choses qui vont faire avancer la Corse.

En revanche, en ayant été pendant sept mois maire d'Ajaccio et étant aujourd'hui candidat aux municipales, je suis obligé de dire que ce Padduc ne prend pas du tout en compte la ville d'Ajaccio et le Pays Ajaccien. Je le dis et redis au cours de la campagne électorale que nous sommes en train de mener. Je vous rappelle quand même que je parle du premier foyer d'habitants de Corse, du premier foyer fiscal de Corse.

Aujourd'hui, dans les orientations stratégiques du Padduc de monsieur Giacobbi et de madame Giudicelli, le mot "Ajaccio" apparaît très peu. On sent vraiment qu'Ajaccio n'est en aucun cas une priorité pour l'avenir de la Corse. En tout cas dans l'esprit de ceux qui ont rédigé ce document. Je le regrette car cela va être selon moi une vraie source de problèmes.

Pouvez-vous nous donner un exemple ?

Oui. Un exemple très simple. Nous parlons de développement stratégique pour la Corse et nous évoquons notamment l'idée de faire revivre la liaison ferroviaire entre Bastia et Porto-Vecchio. Je préférerais que l'on parle plutôt de

la liaison entre Ajaccio et Bastia. Ou alors que l'on parle de la Rocade d'Ajaccio, car ce sont des travaux qui sont très importants. J'aimerais bien aussi qu'on nous dise ce que l'on compte faire pour l'hôpital.

Justement, où en est-on à ce niveau-là ?

Je l'ai dit très clairement, je me battrais avec mon équipe municipale si d'aventure la confiance nous était donnée une fois de plus, pour que l'hôpital sorte de terre dans les meilleurs délais. Mais aussi et surtout dans les meilleures conditions.

On nous a dit pendant des années que l'hôpital serait livré en 2017. Aujourd'hui, nous sommes en 2015 et nous pouvons clairement nous poser la question de savoir si un hôpital de qualité peut sortir de terre en si peu de temps. Mais au-delà de l'hôpital en lui-même, qui est une priorité, il y a aussi ce qui l'entoure. Je pense notamment aux voies d'accès.

Aujourd'hui, je suis obligé de dire la vérité aux Ajacciens : cela n'a pas été acté. Et cela notamment dans le cadre de l'élaboration du Padduc, il y a eu des contresens entre le document Padduc et le PLU annulé de la ville d'Ajaccio. Ce sont des erreurs que nous devons souligner.

Cela est d'autant plus regrettable que la personne qui a présenté le Padduc, qui l'a défendu et qui en a été la promotrice, est aujourd'hui engagée dans une campagne électorale à Ajaccio. Cette dernière est même deuxième d'une liste. Je fais aussi remarquer pour conclure, que malheureusement, lorsqu'elle exerce ses responsabilités en tant que conseillère exécutive, il lui arrive souvent d'oublier qu'elle est élue, certes de la Corse, mais aussi d'Ajaccio, puisqu'elle prétend avoir des responsabilités importantes dans cette ville.

Je dis tout cela avec une forme de désarroi et c'est pourquoi j'espère que ce Padduc sera modifié. Il va maintenant y avoir une phase de concertation citoyenne et j'appelle les Ajacciennes et les Ajacciens à se saisir de cela, à y participer et à faire entendre la voix de la ville.

■ **Frédéric Bertocchini**

Encore un François président

François Orlandi est le quatrième président du conseil général de Haute-Corse du XXI^e siècle. Il succède à Joseph Castelli qui avait abandonné son poste pour raison de santé. Auparavant, Jacky Padovani avait assuré l'intérim lorsque Paul Giacobbi avait été élu à la présidence du conseil exécutif.

Le duel fratricide a donc tourné à l'avantage du conseiller général de Capo Bianco. Dès l'élection terminée, François Orlandi a tenu à remercier ses collègues et les a invités à entamer une démarche politique qui se mette en synergie avec l'évolution probable et future des institutions de la Corse. La ligne Giacobbi continue de tenir le cap d'une route tracée depuis 1998. Rencontre avec le nouveau président.

Cette élection du président du conseil n'était-elle pas risquée pour vous ?

A moins d'alliances improbables, pour un objet bien déterminé, la présidence du conseil général, pour un temps donné, le résultat ne pouvait que s'affirmer positif. Car une majorité dans la majorité départementale se dégageait.

Est-ce que ce duel éventuel ne va pas déstabiliser les électeurs déjà très perturbés par les comportements de la classe politique ?

Je pense que les électeurs peuvent ressentir une certaine déception, de voir deux candidats considérés comme proches s'opposer pour cette élection. Mais je pense aussi qu'ils peuvent se poser la question du pourquoi de celle-ci. Il faut revenir au point de départ de cette candidature. Pour ce qui me concerne elle fait suite à une décision de la majorité départementale.

Une approche progressiste qui semble convenir

Pourquoi cette majorité s'est-elle aussi facilement engagée dans ce sens ?

J'ai assumé mes fonctions de conseiller général de mon canton, en m'investissant aussi dans la vie du département. Dans ce cadre là,

j'ai eu des délégations importantes dans des domaines particuliers et j'ai toujours été un conseiller général très présent pour notre collectivité. Je ne me suis pas contenté de mon canton. C'est peut être aussi en cela que les conseillers généraux ont cru reconnaître en moi quelqu'un qui pouvait les représenter.

Pour les conseillers généraux, Jacky Padovani n'avait pas cette expérience ?

Lui, il a plus de vingt ans d'expérience au département. Je parle pour moi. Ce que je sais, c'est que je me suis beaucoup investi pour mon canton et le département. Je ne pense pas qu'il ait une légitimité particulière, mais plutôt une reconnaissance du travail qui a été fait, une façon d'aborder les problématiques de façon non sectaire, ce qui ne signifie pas pour autant que les autres le sont, et d'une approche progressiste qui semble convenir.

Pour vous, Paul Giacobbi est l'homme politique qui met en place une démarche de progrès. Qu'est-ce qui vous fait dire cela, vous que l'on peut considérer comme étant un «Giacobbi boys» ?

C'est un homme d'expérience et, c'est vrai, je suis proche de Paul Giacobbi. Depuis, maintenant treize ans, je travaille à ses côtés, que ce soit au département ou lorsque nos chemins se croisent avec lui dans ses fonctions de président de l'exécutif. J'ai un véritable vécu avec lui, dans son approche moderne des institutions, dans les compétences dans lesquelles il s'est engagé avec un certain succès. Il a été amené à gérer des situations difficiles. Nous sommes passés de la période faste des années deux mille, notamment au niveau des recettes de la collectivité, à une période plus tendue où il a fallu maintenir le niveau d'activité de la collectivité départementale tout en essayant de hiérarchiser les priorités, avec la difficulté que ces choix entraînaient.



François Orlandi en quelques dates

- 2015 : Président du Conseil Général de Haute Corse
- 2002 : 1^{er} mandat de Conseiller général de Capo Bianco
François Orlandi est également Président de la Commission de l'Environnement de la Culture et du Cadre de Vie
- 1989 : maire de Tomino
- 1983 : 1^{er} adjoint au maire de Tomino

On attend aussi le département d'autres niveaux, n'est-ce pas ?

Avec Paul Giacobbi, et Joseph Castelli son successeur, nous avons mis à niveau les casernes de pompiers. Le réseau routier a bénéficié d'aménagements importants. Enfin, dans le domaine des ports de pêche, il y a eu des investissements de fait.

On n'est plus dans la même configuration pour parler d'une primaire

En filigrane de cette élection, même si les cantons sont amenés à disparaître, cette victoire peut vous amener à retrouver sur votre chemin, au mois de mars prochain, Jacky Padovani, ou un membre de son équipe. Pourtant, vous êtes tous les

deux de gauche et tous les deux dans le même groupe. Cela ne vous pose-t-il pas un problème ?

Effectivement, nous avons accompagné la même démarche politique, celle de Paul Giacobbi et moi, je continuerai dans cette démarche.

Ne peut-on considérer cette victoire à la présidence comme une primaire pour les futures cantonales ?

Il faudrait poser la question à Jacky Padovani pour savoir si lui, il considère que c'était une primaire. Cette élection intervient pour remplacer le président démissionnaire sur une durée de deux mois avant un renouvellement plus vaste avec de nouveaux cantons, la parité. On n'est plus dans la même configuration pour parler d'une primaire.

■ Michel Maestracci

Des courts en hiver

Festival Cinéma & Poésie

DU 28 AU 31 JANVIER 2015

Espace Jean-Paul de Rocca Serra

PORTO-VECCHIO



3^{ème} ÉDITION



José Filippi

«Nous voulons démontrer ce que nous sommes capables de faire»

Les nationalistes se présentent en ordre dispersé aux élections municipales d'Ajaccio ce week-end. La démarche d'union Aiacciu Cità Nova ayant vécu, c'est donc sous la bannière Femu Aiacciu-Femu a Corsica que José Filippi conduit désormais la liste des nationalistes modérés pour ce nouveau scrutin. L'ancien conseiller municipal espère cette fois-ci que la démarche sera mieux comprise par les Ajacciens, tout en espérant retrouver l'autre branche nationaliste dans l'avenir.



«Ajaccio a énormément souffert jusqu'ici d'erreurs...»

José Filippi s'est attaché au-delà de cette considération stratégique, à mener une campagne de fond, en rencontrant de nombreux socioprofessionnels, les commerçants mais aussi en sillonnant les quartiers afin de mieux comprendre les préoccupations de la population.

Mettant dos à dos les échecs des politiques passées, qu'elles soient de droite ou de gauche, le message est clair : José Filippi et ses colistiers entendent pouvoir démontrer ce qu'ils sont capables de faire.

José Filippi, vous êtes tête de liste Femu Aiacciu-Femu a Corsica pour ce nouveau scrutin municipal. Pourquoi ce choix de ne plus conduire une liste commune avec Corsica Libera ?

Je crois beaucoup à l'union et nous nous retrouverons forcément un jour ou l'autre. Sur ce point, il s'agit essentiellement d'un positionnement stratégique. Nous avons constaté, en mars dernier, que nous avons eu de gros problèmes au second tour, avec une dispersion des voix importante. Cela signifie que les électeurs ajacciens n'avaient pas validé notre démarche. Nous avons beaucoup travaillé avec Corsica Libera dans le cadre d'Aiacciu Cità Nova, mais aujourd'hui, le contexte est différent car en sept mois les choses ont évolué.

Comment s'est réalisée cette désunion ?

Nous ne sommes pas partis seuls. Il y a eu une concertation. Nous avons rencontré et nous avons discuté avec Corsica Libera. Tout s'est donc réalisé dans la paix et dans un climat serein.

Vous avez dit au cours de votre meeting du 15 janvier dernier qu'il fallait s'unir "autour de l'identité corse", mais aussi et surtout redresser la situation économique de la ville. Comment faire ?

Ajaccio a énormément souffert jusqu'ici d'erreurs de stratégies financières, de choix politiques désastreux et d'un manque de visions prospectives sur l'avenir. Nous pouvons évoquer des exemples précis, comme le problème de la circulation. La Rocade par exemple, est un véritable piège. Cette dernière est conçue comme un entonnoir du côté de Biancamaria. Il y a environ 800 mètres à réaliser pour en terminer avec ce problème et en vingt-cinq ans, cela n'a pas été fait. Regardez les financements qui se sont débloqués en Haute-Corse. Imaginez que la couverture des dépenses d'équipements, les investissements d'Ajaccio ne sont couverts qu'à 37% par les financements du PEI et européens. Cela est incompréhensible. Quand il n'y a pas de financements extérieurs, quand il n'y a pas d'épargne - puisque consommé par le clientélisme - forcément, nous sommes obligés de nous tourner vers l'emprunt. Donc l'endettement.

Ajaccio ne rayonne donc plus en Corse ?

Ajaccio et la CAPA représentent 3% du territoire de la Corse. Mais c'est aussi un quart de la population insulaire. Aujourd'hui, ce quart de

la population est maltraité d'un point de vue économique, au niveau de la redistribution des moyens pour les collectivités. En plus, nous sommes dans une période où nous connaissons une restriction des crédits de l'Etat. Ajaccio a une très forte potentialité, y compris financière. Mais le problème c'est que la façon de gérer fait qu'il y a des charges structurelles tellement pesantes que nous n'avons plus les moyens d'agir. Nous sommes complètement étouffés par les charges de fonctionnement.

Comment avez-vous vécu cette campagne qui se termine ? Vous sentez que votre projet a bien été compris cette fois par les Ajacciens ?

C'était une bonne campagne. Elle fut courte mais intense. Nous avons constaté une grande mobilisation et un engouement fantastique au niveau des équipes de travail au sein de Femu a Corsica. Nous avons aussi constaté un très bon retour de la population. Cette campagne était assez originale puisque nous avons été au-devant des socioprofessionnels, des commerçants, et nous avons aussi réalisé un gros travail au niveau des représentations sociales. Nous n'avons donc pas fait que du porte à porte ou de la distribution de tracts. Il était important de traiter les problématiques particulières avec les personnes qui connaissent au mieux les difficultés. Nous avons écouté leurs

conseils, et en retour, nous leur avons expliqué ce que nous comptons faire pour travailler à leurs cotés.

Justement, ces électeurs ont des attentes. Quelles sont-elles ?

Ce que j'ai ressenti, en allant à leur contact, c'est avant tout une certaine lassitude et une grande démotivation. J'ai le sentiment que ces élections ajacciennes, aujourd'hui, sont en trop. La plupart des gens, dans cette ville, connaissent pas mal de difficultés. Certains beaucoup plus que d'autres bien évidemment. Je crois qu'aujourd'hui, les électeurs attendent surtout qu'on leur apporte de véritables solutions. Certains sont dans l'attente, et d'autres sont malheureusement résignés. Nous avons par exemple souvent entendu la remarque, "ce sont tous les mêmes". Nous leur avons alors répondu que de notre côté, nous n'avons pas encore démontré ce que nous étions capables de faire. Mais malgré tout ça, nous avons aussi rencontré des gens qui sont dans l'espoir, considérant qu'une autre politique est possible. A nous maintenant de démontrer que nous sommes des gens sérieux et crédibles, capables de répondre à ces attentes.

Sur quels thèmes les électeurs sont le plus attentifs selon vous ?

Ils veulent une amélioration des conditions de vie sur Ajaccio, tout simplement. Il est certain

que l'aspect économique ne dépend pas que des élus ajacciens. Mais nous entendons aussi beaucoup parler de problèmes de stationnement ou de la propreté de la ville, ainsi que d'un manque de vision concernant l'avenir. Il y a aussi une inquiétude au niveau des quartiers, car beaucoup se sentent délaissés. A ce sujet, les problèmes sont multiples. On trouve des petits et des gros problèmes et je pense très sincèrement que la majorité de ces problèmes peut être réglé par un simple changement d'attitude de gouvernance et de méthode de travail.

En vous écoutant, nous avons l'impression que les gens vivent mal à Ajaccio. C'est le fond de votre pensée ?

Les Ajacciens sont avant tout très fiers de vivre à Ajaccio. C'est une très belle ville. Mais ils se disent aussi que c'est dommage que dans une ville aussi belle, avec ce climat aussi agréable, que nous ne parvenions pas tirer profit de toutes les potentialités de ce territoire.

Il est évident aussi que des gens vivent mal, voire même très mal. Quand on n'arrive pas à payer le loyer ou que l'on n'arrive pas à élever ses enfants, le cadre de vie et la beauté des paysages passent vraiment au second plan. Mais globalement, les gens sont fiers de leur ville et aiment vivre à Ajaccio. Il suffit de peu de choses pour inverser ce sentiment de mal-être.

Ajaccio a toujours eu du mal à trouver un vrai axe de développement économique. C'est une ville administrative ? Touristique ? Quel est le bon fil conducteur ?

Oui, vous avez donné des éléments qui sont très importants. Il y a en effet beaucoup d'administrations sur Ajaccio. La plupart se trouvent en centre-ville. Nous ne devons pas en mettre plus, cela me semble évident. Mais nous devons les laisser car ces dernières contribuent à enrichir l'activité économique de la ville.

D'un autre côté, le cours Napoléon va devenir le couloir de la mort dans quelques années si on laisse partir tous les commerces à l'extérieur. Si on enlève toutes les administrations de la ville et qu'on les déplace à Baleone par exemple, ce seront autant de familles qui vont partir et qui ne vont plus consommer sur place. Sur cet aspect nous devons conserver ce qui existe en centre-ville.

Quant au reste, je ne vais pas être très original en vous disant que l'on exploite très mal le potentiel touristique de la ville et notamment l'image de Napoléon. Nous sommes persuadés que nous devons aujourd'hui infléchir les politiques publiques vers le développement économique et social de la ville. Il y a des potentialités considérables sur ce territoire.

■ Frédéric Bertocchini



NISSAN
Innovation that excites

LES CROSSOVERS NISSAN. VOUS ALLEZ LES AIMER SANS CONDITION.



NOUVEAU NISSAN QASHQAI

- SYSTÈME DE NAVIGATION NISSANCONNECT⁽³⁾
- SYSTÈME DE SÉCURITÉ AVANCÉ NISSAN SAFETY SHIELD⁽³⁾
- AIDE AU STATIONNEMENT INTELLIGENT⁽³⁾
- SYSTÈME « CHASSIS CONTROL »

À PARTIR DE
289 € / MOIS⁽¹⁾
SANS APPORT⁽²⁾
SANS CONDITION



(3) Équipements disponibles de série ou en option selon versions sauf Visia.

NISSAN AJACCIO
Z.A. La Caldaniccia
20167 Sarrola-Carcopino
04 95 78 50 18

NISSAN BASTIA
R.N. 193
20600 Furiani
04 95 55 34 00

Pour plus d'informations, rendez-vous sur nissan-offres.fr



Innovet autrement. (1) Exemple pour un Nouveau Nissan QASHQAI Visia DIG-T 115 neuf en Location Longue Durée sur 49 mois, 40 000 km maximum, premier loyer de 1 980 €⁽²⁾ puis 48 loyers de 289 €. Restitution du véhicule chez votre Concessionnaire en fin de contrat avec paiement des frais de remise en état standard et des kilomètres supplémentaires. Sous réserve d'acceptation par Diac - RCS Bobigny 702 002 221. **Modèle présenté** : Nouveau Nissan QASHQAI Tekna DIG-T 115 Gamme 2015 avec options peinture métallisée et toit panoramique en verre, en Location Longue Durée sur 49 mois, 40 000 km maximum, premier loyer de 2 655 €⁽²⁾ puis 48 loyers de **388 €**. (2) Premier loyer pris en charge par votre Concessionnaire NISSAN. Offres réservées aux particuliers, non cumulables avec d'autres offres, valables jusqu'au 31/03/2015 chez les Concessionnaires NISSAN participants. (4) Limitées à 100 000 km. NISSAN WEST EUROPE SAS au capital de 5 610 475 € - RCS Versailles n° B 699 809 174 - Parc d'Affaires du Val Saint-Quentin - 2, rue René Caudron CS 10213 - 78961 Voisins-le-Bretonneux Cedex.

Consommations gamme cycle mixte (l/100 km) : 3,8 - 6,0. Émissions CO₂ (g/km) : 99 - 138.

Thierry Laurey

«Le derby, nous faisons tout pour le gagner !»

Tout semble réussir au GFC Ajaccio depuis quelques semaines. Les Diables rouges, qui pointent à la cinquième place du championnat de Ligue 2, ne se trouvent qu'à deux petits points du podium. Avec 33 points, il ne manque plus que trois ou quatre succès pour décrocher définitivement le maintien.

Mais puisque l'appétit vient en mangeant, le Gazélec pourrait venir titiller les témoins du championnat. Pour cela, un succès à Timizzolu lors du prochain derby ajaccien serait le bienvenu. Mais au-delà du classement, le GFC Ajaccio aimerait aussi signer enfin un succès face aux Ours. En effet, la dernière victoire du Gazélec face au rival acéiste remonte à presque vingt ans.

Thierry Laurey, nous avons l'impression que tout sourit au GFC Ajaccio en ce moment. C'est votre analyse ?

Oui, et j'en suis content. Tout nous sourit en effet. Je suis particulièrement content pour les joueurs de mon équipe, parce que personne ne triche ou ne traîne des pieds dans ce club. Au GFC Ajaccio, tout le monde se trouve dans un très bon état d'esprit. A mon sens, il est donc logique qu'aujourd'hui, tout le groupe soit récompensé.

Nous avons vu lors de votre dernière victoire contre Le Havre

que vos joueurs ont aussi appris à être patients.

Oui, on peut voir les choses de cette manière là. Sur ce match, nous n'avons pas paniqué. Nous avons tenté - et raté - pas mal de choses notamment en deuxième mi-temps. Je pense que cela était aussi dû au fait que nous attaquions sur la partie du terrain qui n'est pas très bonne. Nous avons aussi perdu quelques ballons qui nous ont mis en difficulté. Et malgré cela nous avons su faire bonne figure. Les joueurs qui sont entrés sur le terrain ont apporté ce que nous attendions d'eux. A mes yeux, c'était vraiment une soirée idéale.

Avec 33 points, on peut considérer que ça commence à sentir bon pour le GFC Ajaccio...

Oui. Mais nous avons encore quelques points à aller chercher. Avec 33 points nous ne pourrions pas nous maintenir, donc nous devons continuer sur notre lancée et ne surtout pas nous relâcher.



Nous devons donc prendre encore quelques points et le plus vite sera le mieux. Mais je ne me prends pas plus la tête que ça, car nous sommes dans une bonne dynamique et nous parvenons à engranger les points, notamment sur notre pelouse de Mezzavia.

C'est un petit peu plus compliqué en déplacement, pourquoi ?

Lors de notre dernier déplacement à Niort, je pense que nous aurions pu prendre trois points. Ça s'est joué à peu de choses. Nous sommes actuellement dans une bonne période et c'est maintenant que nous devons prendre le plus

de points possibles. C'est bien d'avoir un petit coussin de sécurité car il n'est pas impossible que nous nous retrouvions un petit peu plus en difficulté sur d'autres matchs à venir.

L'heure est maintenant au derby. Les supporters ont déployé une banderole réclamant la victoire. Vous l'avez vu ?

Oui, j'ai vu cette banderole. Nous attendons ce derby avec plaisir. Nos supporters rêvent de gagner ce derby, et nous aussi. Mais vous savez, nous avons perdu le premier derby, mais nous sommes devant pour l'instant. En début de saison, l'ACA et le GFC Ajaccio n'avaient pas les mêmes objectifs.

Et d'ailleurs, c'est toujours le cas aujourd'hui. La seule chose qui compte pour nous est le maintien. Cela permettra de faire grandir le club, de faire en sorte qu'il se structure et pour l'installer durablement dans le professionnalisme.

Concernant le derby, je crois que si nous faisons tout pour le gagner, alors nous aurons une chance de le gagner. Ensuite, il peut se passer plein de choses dans un derby, comme une expulsion. Celle du match aller avait pesé sur le match et d'ailleurs, elle avait été bien sévère. Mais je tiens surtout à ce que nous restions concentrés sur l'objectif, c'est-à-dire le maintien. Lorsque nous serons à 44 ou 45 points, alors, nous pourrions faire une belle fiesta.

■ Frédéric Bertocchini



En pensant à demain

Le 11 janvier dernier, les Porto-Vecchiaïais, à l'instar d'autres cités insulaires, s'étaient retrouvés pour dire non à l'indicible et à l'inacceptable, à cette violence qui avait frappé la France, lors de cette, désormais, tristement célèbre journée du 7 janvier.

Ils avaient été plusieurs milliers à défilé dans les rues de la Cité du Sel. Toutes tendances politiques confondues, toutes religions mélangées, il s'agissait bien d'affirmer haut et fort que l'obscurantisme allait trouver face à lui un front uni pour que toutes les libertés, et à commencer par celle qui venait d'être assassinée, celle de l'expression libre, soient défendues par toute une nation. Un message fort que la population de l'extrême sud avait tenu à envoyer à l'adresse de ceux tentés par l'aventure du totalitarisme. Il y a bien entendu eu ces grands moments de communion collective, mais également, à titre individuel, de nombreux citoyens se sont exprimés, à l'image de Stéphanie, auteur de ce dessin inspiré par la manifestation du 11 janvier à Paris, d'autres Porto-Vecchiaïais, de diverses manières, ont porté le haut le



message «Je suis Charlie». La mise en exergue de ce sentiment de liberté qu'un peuple tout entier s'est levé pour défendre.

Il n'en demeure pas moins vrai que cet élan de liberté, ce refus d'un totalitarisme qu'il soit religieux ou politique doit être entretenu pour ne pas retomber. Ce sera, à l'évidence, un

travail au quotidien. L'autre grande leçon demeure la volonté d'éviter les amalgames pour ne pas que les extrêmes aient à profiter de réponses inappropriées et irréfléchies. Il convient de croire que ce souffle déjà porteur d'un message de fraternité perdurera pour permettre de chasser les démons créés par toutes les formes d'exclusion et d'incompréhension

qui profitent, elles, à des apprentis sorciers.

Il faut espérer que les lendemains meilleurs portés par cet élan de fraternité non seulement à l'échelle d'un pays mais d'une planète tout entière, trouvent leur concrétisation dans une plus grande écoute de l'autre.

■ G.-A. M.



Les nouveaux carburants de VITO Corse

Depuis plusieurs mois, VITO Corse, avec l'appui technique de la société Innospec, travaille afin de proposer un carburant de qualité supérieure à ses clients et totalement adapté, aussi bien aux modes de conduites insulaires, qu'à l'ensemble du parc de véhicule Corse. Ces nouveaux carburants, Ultra Tec Sans-Plomb 95 et Ultra Tec Gazole, sont disponibles sur l'ensemble du réseau VITO depuis le lundi 19 janvier. Vincent Perfettini, Directeur Général de VITO Corse nous présente ce nouveau carburant.

Avec le lancement des carburants additivés Ultra Tec, peut-on parler d'une véritable nouveauté ?

Un carburant additivé n'est pas une nouveauté en soi. De nombreux pays dont la France Métropolitaine disposent depuis longtemps de carburants additivés. Mais en Corse on peut parler d'une évolution et d'une véri-

table innovation avec l'arrivée de notre gamme de carburants. Le réseau VITO, qui compte depuis peu 44 stations-service sur toute la Corse, commercialisera aussi bien le nouveau carburant Gazole que le nouveau carburant Sans-plomb 95 dès le 12 janvier dans la majeure partie des stations-service du réseau et au plus tard le 19 janvier sur l'ensemble du réseau.

Concernant le réseau de stations-service VITO, quelles sont les ambitions avec le lancement de ce nouveau carburant ?

VITO Corse est une société locale, jeune puisqu'elle est présente sur le marché Corse depuis 2010, composée d'une équipe de 7 personnes, attachée aux valeurs de solidarité, d'échange et de respect et par conséquent à l'écoute des problématiques de la société locale. Aussi, sans prétention particulière et de manière décomplexée nos ambitions sont de proposer des carburants innovants aux consommateurs insulaires, avec des additifs de toute dernière génération, mis au point

avec le leader «Fuel specialties» qu'est la société Innospec.

Je vous rappelle au passage que VITO n'est présent qu'en Corse sur le marché de la distribution de carburant. Nous sommes une filiale du groupe indépendant Rubis qui n'est rattaché à aucune major company du secteur pétrolier.

De ce fait nos moyens financiers sont optimisés sur la recherche et le développement au détriment il est vrai quelques fois de la communication. Cependant, cela nous permet d'être réactifs, de proposer des produits de qualité et innovants aux consommateurs et d'être compétitifs sur le marché.

Quelles sont les spécificités auxquelles s'attache à répondre VITO ?

Je ne vous apprendrai rien en vous disant que le marché automobile insulaire est composé de véhicules neufs et anciens, à motorisations essence et gazole. Cependant, d'un point de vue technique, les modes de conduite insulaires (Urbaine et de montagne) entraînent plus facilement un encrassement



Vincent Perfettini

du moteur, une dégradation des performances des véhicules, favorisant ainsi une consommation accrue de carburant, et donc des rejets plus importants d'émissions polluantes dans l'atmosphère. Nous nous attachons donc à proposer une gamme de carburants, à la pointe de la technologie, adaptés à l'ensemble du parc automobile corse et aux modes de conduite imposés par la géographie de notre île.

Erosion du littoral

Le président du CESE, Henri Malosse décrète l'état d'urgence



On est monté d'un cran le week-end dernier sur le sujet de l'érosion du littoral de la Corse, avec la venue en Corse pour établir un état des lieux, de Henri Malosse, président du CESE le Conseil Economique et Social Européen, après l'implication dans ce dossier du préfet de Haute Corse, Alain Rousseau, qui a procédé à la mise en marche de la création d'un syndicat mixte apte à gérer l'ampleur du problème. Mais pas question toutefois pour les membres de l'association Action Littoral Corse

de rester les bras croisés en attendant que ce nouveau «dossier» ne progresse. L'idée d'employer un langage offensif continuant de faire son bonhomme de chemin, l'association a pris l'initiative d'inviter Henri Malosse, pour une visite guidée des sites les plus critiques sur les plages de la plaine orientale rongées par l'érosion. Cap Sud à Tagliu Isulacciu, le San Pellegrinu à Folelli, le Pascal Paoli à Moriani-Plage et le camping Marina d'Aléria ont été visités pour prendre le pouls de la situation avant le déjeuner prévu à

Bastia avec le Préfet Alain Rousseau et Gérard Romiti, président du Comité national des pêches maritimes et des élevages marins,

Pour Henri Malosse, la lutte contre l'érosion du littoral doit être la priorité immédiate de la Corse et pourrait bénéficier de fonds européens en tant que fer de lance du développement économique. C'est avec enthousiasme qu'il a répondu favorablement à l'invitation de l'association, qui à son sens réalise un travail remarquable pour alerter les pouvoirs publics: «Le littoral est en train de perdre son atout touristique. sans l'implication des propriétaires des établissements (hôtels, bungalows, restaurants, campings) qui font face avec leurs propres moyens, pour empêcher leur activité de bord de mer de disparaître. Une action concertée sera rendue possible par la création d'un syndicat mixte intercommunal associant tous les acteurs, notamment les professionnels, les défenseurs de l'environnement, la Chambre de commerce, le Département et la

Collectivité Territoriale de Corse (CTC). Ce syndicat peut être le fer de lance d'un développement économique, d'une politique d'aménagement du littoral visant, à la fois, à reconstituer les plages, à promouvoir l'activité touristique, mais aussi à aménager et à préserver l'environnement. Avec le préfet Alain Rousseau, nous nous sommes engagés à ce que les projets de destruction d'obstacles puissent trouver des financements, à la fois, locaux et européens. Ces fonds peuvent être débloqués, soit dans le cadre de la future programmation européenne, soit dans le cadre de programmes exceptionnels qui ont été décidés récemment».

Le président Henri Malosse s'est voulu rassurant concernant les fonds européens : «Il y a des fonds spécifiques pour les zones humides et marécageuses, pour la protection des milieux naturels, pour l'aménagement du domaine maritime. Le projet de lutte contre l'érosion du littoral de la plaine orientale peut s'y inscrire. Les exemples en Europe ne manquent pas. Il y a urgence à agir et ce dossier doit être une priorité absolue».

■ Jacques PAOLI

Paul Leonetti : «Nous ressentons une forte mobilisation»

Tête de liste d'Ajacciu Cità Corsa, Paul Leonetti se veut confiant avant le premier tour des élections municipales ajacciennes. L'objectif des indépendantistes est d'être présents au second tour afin d'arriver aux responsabilités. Les nationalistes demeurent ouverts mais aussi exigeants, dans le cas de la mise en place d'un contrat de mandature.

José Filippi s'est attaché au-delà de cette considération stratégique, à mener une campagne de fond, en rencontrant de nombreux socioprofessionnels, les commerçants mais aussi en sillonnant les quartiers afin de mieux comprendre les préoccupations de la population.

Mettant dos à dos les échecs des politiques passées, qu'elles soient de droite ou de gauche, le message est clair : José Filippi et ses colistiers entendent pouvoir démontrer ce qu'ils sont capables de faire.

Paul Leonetti, pouvez-vous nous présenter la liste qui défendra les couleurs de Corsica Libera lors des prochaines élections ajacciennes, ainsi que les priorités de son programme ?

Cette liste est composée de nationalistes, jeunes ou moins jeunes, qui sont engagés dans un combat et qui savent que nous nous trouvons actuellement à un moment charnière de notre histoire. Nous tenons à participer à l'administration de la ville d'Ajaccio car nous voulons donner à cette page de l'histoire qui se tourne, une place plus importante au peuple corse. Sur cette liste, nous trouvons des personnes qui viennent de tous les quartiers et qui appartiennent à toutes les générations. Ce sont des Ajacciens de longue date, mais aussi des Ajacciens de souches plus récentes. Tous sont convaincus que Corsica Libera saura défendre les intérêts du peuple. A propos des priorités de notre programme, je pense que notre ville, comme l'ensemble de notre pays, souffre en effet d'une grande détresse sociale. Nous avons des problèmes de loge-

ments et des problèmes de sécurité notamment ou encore de drogue. Tout cela témoigne d'une inquiétude et d'un manque de repères. Cela est vraiment incompréhensible lorsque l'on sait que notre peuple possède une richesse culturelle très forte. Nous devons rendre aux Corses l'envie de vivre ensemble et de retrouver les liens qui se sont distendus, pour toutes sortes de raisons, sociales, économiques ou encore par une gestion du territoire calamiteuse.

On connaît les problèmes d'Ajaccio : stationnement, logements, etc... Vous comptez vous impliquer sur tous les dossiers ?

Totalement. Pleinement ! Nous sommes les premiers à avoir considéré qu'Ajaccio doit s'organiser de façons très différentes. Nous avons eu des prises de position politiques et économiques courageuses. Nous voulons par exemple piétonniser le centre-ville

ou encore organiser le commerce de proximité qui souffre d'une concurrence terrible à l'entrée de la ville. Nous pensons aussi à ceux qui vont s'installer là-bas, car ils vont se mettre au service du capital en payant notamment des loyers très lourds. Je crois qu'Ajaccio a besoin d'être pensé globalement. C'est une ville qui aujourd'hui a pris une grande ampleur et qui s'est étalée. Il y a des épicentres qu'il faut organiser socialement, en matière d'occupation et de commerces notamment. Le chantier est important et pas forcément excessivement cher. Nous devons surtout nous donner les moyens de rassembler, de réunir et d'organiser cet espace.

Un sondage vous place autour de 5% autour du premier tour. Vous en pensez quoi ?

Je suis pleinement convaincu que nous accéderons aux responsabilités. Nous ferons plus de 5%. Nous ressentons une forte mobili-



sation. Nous ferons démentir ces sondages un peu pessimistes. Concernant le second tour, je tiens à dire que nous ne sommes pas "mixables". Nos exigences vont vers l'émancipation de ce peuple et de tous les moyens dont nous pouvons disposer en matière politique. Le débat de l'assemblée territoriale va dans le bon sens. C'est dans ces conditions là que nous pouvons envisager de collaborer. Mais nous serons très exigeants sur le contrat de mandature qu'on devra signer avec Corsica Libera.

■ Frédéric Bertocchini

Edmond Simeoni : Auguri 2015

Le drame à Charlie Hebdo relativise les vœux traditionnels de «Pace e Salute» ; ils conservent cependant leur nécessité et leur vertu pour les Corses de l'île et de la diaspora, et pour l'humanité, au seuil de 2015.

Une année difficile tant les difficultés sévères de l'économie, la multiplicité des conflits, la violence des affrontements et des haines, la misère et la faim sont les ingrédients quotidiens et anxiogènes de la vie des populations.

2015 est pour la Corse l'année de tous les dangers et de toutes les espérances car on arrive à la confrontation inéluctable de deux points de vue antagonistes : celui d'un Etat muré dans le refus et la

dénégation, face à celui de la majorité du peuple corse de l'île et de la diaspora qui, reconnu dans ses droits, entend vivre, dans la liberté, grâce à un contrat renégocié avec l'Etat, dans le cadre euro-méditerranéen.

Toutes et tous ensemble, nous avons besoin de lucidité, de responsabilité et d'engagement, de solidarité sociale, de volonté d'unité, de détermination pour faire valoir démocratiquement, sans aucune violence, nos aspirations collectives.

C'est conforme au Droit international et à l'Histoire et nul n'a le droit de s'y opposer. Pace e Salute à tutte é a tutti.

Docteur Edmond Simeoni

ULTRA TEC CLEAN UP*

Advanced Fuel Technology

Faites le plein de nouveautés
avec les carburants ViTO

L'essenza aghjustata per a Corsica



JEU - CONCOURS *ULTRA TEC*
DU 19 JANVIER AU 28 FÉVRIER
TENTEZ DE REMPORTEZ 1 AN DE CARBURANT !

Retrouvez les détails du jeu en station
ou sur notre site www.vito-corse.com



PERFORMANCE

- Préviens et élimine les encrassements du moteur et des injecteurs
- Améliore l'agrément de conduite



ENVIRONNEMENT

- Réduction des émissions polluantes
- Réduction des émissions de CO2



ÉCONOMIE

- Moins de consommation
- Préservation de votre moteur

Vous êtes chez vous !



Site in casa vostra !

ULTRA TEC

Advanced Fuel Technology **Le meilleur choix de carburant en Corse**

* Restauration progressive des performances de votre moteur dès les premiers pleins.

Di piu infurmazioni annantu a u nostru situ internet www.vito-corse.com

